

KULTUR ELLE

Hinschauen, handeln, Zivilcourage zeigen!

8. März 2024 im Filmpodium, Internationaler Tag der Frauenrechte: *Der Frauenplatz* hat für sein Podium die Problematik der häuslichen Gewalt und die Mittel zu ihrer Bekämpfung in Biel gewählt. Dies nicht als Rückzug ins Halbprivate angesichts einer angstausslösenden Weltlage, sondern weil es darum geht, Zivilcourage zu zeigen und zu handeln. Absicht war, unseren Einfluss dort geltend zu machen, wo wir die Macht dazu haben. Damit brechen wir aus der lähmenden Schlaufe der Ohnmacht und Depression aus.

Steigen die Gewaltvorfälle, vor allem gegen Frauen und Kinder, an? Oder haben wir vielmehr eine geschärfte Medienaufmerksamkeit entwickelt? Lassen wir die Frage offen. Die Referentinnen haben Strukturen erläutert und aktuelle Projekte vorgestellt, die häuslicher Gewalt entgegenwirken sollen. Rosalie Julien und Anna Tanner, beruflich bei *Solidarité Femmes* engagiert, setzen sich für die konkrete Unterstützung von Personen und in der Prävention ein; Natasha Pittet, Direktorin für Soziales und Sicherheit, verfügt über einige Hebel zum Handeln; Glenda Gonzalez Bassi, Direktorin für Bildung, Kultur und Sport, erinnerte treffend daran, dass Gewalt in der Schule vielgestaltig ist und dass Opfer dazu neigen, erlebte Gewalt zu reproduzieren. Anna Tanner, Grossrätin, mahnte die strukturellen Benachteiligungen für Frauen an, die den Boden der Gewalt nähren.

Alle teilen die Ansicht, dass wir unsere Kräfte zusammenlegen müssen. Handeln liegt in der Verantwortung der Behörden, der Zivilgesellschaft sowie von dir und mir.

Der grossartige tunesische Film des Abends, *Olfas Töchter*, zeigt eindrücklich, wie Liebe, Lebenskraft und geteilte Glücksmomente nicht immer ausreichen, um den Mangel an Rechten, Achtung, Kultur und Ressourcen in einer patriarchalischen Gesellschaft zu kompensieren. Die Gewalt wendet sich dann brutal gegen die eigene Person, die eigenen Kinder und die Gesellschaft.

Der Vorstand



Sie diskutierten zu häuslicher Gewalt: Anna Tanner, Nicole Ding, Natasha Pittet und Rosalie Julien (von links). Diagnostic et solutions sur la table (dgäd).

Les yeux ouverts, faire preuve de courage civique

8 mars 2024 à Filmpodium, journée internationale des droits des femmes: Si *Femmes en réseau* a choisi pour sa table ronde la problématique des violences domestiques et les moyens mis en œuvre à Bienne pour les combattre, ce n'est pas dans un mouvement de repli face à la situation mondiale source d'angoisse, c'est bien au contraire pour agir ici et maintenant, pour exercer notre influence là où nous le pouvons, pour sortir de la boucle paralysante de la déprime et de l'impuissance.

Les cas de violence, surtout envers les femmes et les enfants, augmentent-ils? Est-ce plutôt l'attention médiatique qui s'est aiguisée? Laissons la question ouverte. Les intervenantes ont présenté les structures, projets et actions actuelles. Rosalie Julien et Anna Tanner, de *Solidarité Femmes*, sont professionnelles dans le soutien concret aux personnes et la prévention; Natasha Pittet, directrice de l'action sociale et de la sécurité, dispose de quelques leviers pour agir; Glenda Gonzalez

Bassi, directrice de la formation, de la culture et du sport, a judicieusement rappelé que les violences à l'école étaient multiformes et que les victimes tendaient à reproduire ce qu'elles avaient vécu. Anna Tanner, députée au Grand Conseil bernois, a mis le doigt sur les inégalités structurelles qui font le lit de la violence.

Toutes partagent l'idée qu'il faut unir nos forces contre la violence. Agir relève de la responsabilité des autorités, de la société civile ainsi que de vous et moi.

L'impressionnant film tunisien de la soirée, *Les filles d'Olfa*, démontre comment l'amour, la vitalité et les moments de bonheur partagés ne suffisent pas – toujours – à compenser le manque de droits, de considération, de culture et de ressources dans une société patriarcale. La violence se retourne alors contre soi, ses enfants et la société.

Le comité



Anna Tanner und Nicole Ding: Trotz dem ernsten Thema wurde auch gelacht

Violences domestiques : mieux vaut appeler une fois de trop !

Natasha Pittet est conseillère municipale et dirige la Direction des affaires sociales et de la sécurité (ASS). Nous avons voulu l'entendre sur les priorités de la ville en matière de lutte contre la violence domestique.

Est-ce que la violence domestique est sur le radar de la Ville de Bienne ?

Le thème de la violence domestique est une priorité de la Direction des affaires sociales et de la sécurité de la ville de Bienne depuis des années, et il se retrouve donc logiquement dans les objectifs de législation du Conseil municipal.

Quels changements avez-vous observé ces dernières années ?

En 2020/2021, pendant la pandémie de Covid, les professionnel.le.s craignaient une augmentation de la violence domestique en raison de l'isolement et du manque de contacts sociaux. L'ASS a donc réagi à l'époque, comme d'autres villes, en lançant une campagne de sensibilisation sous forme de flyers et d'affiches. En outre, des mesures ont été prises dans le but de prévoir des places supplémentaires pour le cas où la *Frauenhaus* serait sur-occupée.

En 2022, l'ASS avait organisé la venue de l'exposition *Plus fort que la violence*, qui a été visitée par de nombreuses classes des gymnases et des écoles secondaires biennoises.

Quels sont les acteurs publics dans la lutte contre la violence domestique ?

À Bienne, il y en a plusieurs, et le travail se fait surtout en réseau ; le Département de la sécurité publique de la Ville est en contact permanent avec la police cantonale et d'autres communes de l'arrondissement ; le Secrétariat général de l'ASS et le Département de protection de l'adulte et de l'enfant participent à l'organisation de manifestations et d'actions, notamment avec *Solidarité Femmes* ; la Préfecture organise une table ronde dédiée à la problématique et effectue une partie des entretiens avec les auteurs ; enfin l'APEA joue un rôle, surtout dès que des enfants sont impliqués.

Il faut souligner que la Ville soutient aussi les acteurs privés, surtout *Solidarité Femmes*, qui présente notamment un projet dans les écoles afin d'atteindre les enfants victimes de violence domestique.

Avez-vous de nouveaux projets à la Ville de Bienne ?

Oui. L'ASS est en train d'étudier l'opportunité de développer un projet analogue à celui lancé récemment par la Ville de Berne, qui soutient l'engagement de la société civile et encourage l'entraide au niveau du voisinage.

Nous avons aussi rencontré récemment des représentantes d'ACT212, Centre de conseil et de formation contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle, en vue d'une éventuelle collaboration pour sensibiliser et former non seulement le personnel de la Ville, mais également des organisations avec lesquelles nous travaillons.

Avez-vous d'autres idées pour lutter contre cette violence ?

Fondamentalement, il faut une approche proactive pour réduire la violence domestique à Bienne. La sensibilisation suscitée par les projets susmentionnés, qui renforce les personnes touchées par la violence, ainsi que le soutien du tissu social, des liens dans le voisinage, doivent permettre d'aborder plus ouvertement le thème de la violence du partenaire. Il faut écouter et regarder ce qui se passe autour de nous ! Chacune, chacun, doit intervenir, demander à une voisine si tout va bien, et même appeler la Police si l'on entend des cris ou des coups. Mieux vaut un appel superflu qu'une omission à l'issue potentiellement dramatique. C'est ainsi que l'on pourra déstigmatiser les victimes, lever les tabous qui empêchent tant celles-ci que les témoins, ou même les auteurs, de parler et de chercher de l'aide.

Je souhaite aussi une meilleure visibilité des offres existantes (principalement menées par *Solidarité Femmes*) sur le site web de la Ville de Bienne, et pourrais envisager une nouvelle campagne de sensibilisation, surtout dans les médias sociaux, mais éventuellement aussi sous la forme d'une campagne d'affichage ou de dépliants, comme nous l'avions fait pendant la pandémie.

Est-ce que la Ville doit créer de nouvelles offres institutionnelles ?

Nous ne prévoyons pas de créer de nouvelles offres institutionnelles ou professionnelles, comme des centres de consultation pour les victimes ou les auteurs d'infractions. Les centres LAVI répondent de manière entièrement satisfaisante à ce besoin dans le canton de Berne.

Natasha Pittet



Nicole Ding, de Femmes en réseau, anime la discussion.



Angeregte Gespräche: Der Filmabend mit Podium ist ein beliebter Treffpunkt.

Häusliche Gewalt – lieber einmal zu viel anrufen!

Natasha Pittet ist Gemeinderätin (PRR) und führt die Direktion Soziales und Sicherheit (DSS). Der Frauenplatz wollte von ihr wissen, welches die Schwerpunkte der Stadt im Kampf gegen die häusliche Gewalt sind. Eine Zusammenfassung des auf französisch geführten Interviews.

Das Thema gehört zu den Prioritäten der Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) und steht somit in den Legislaturzielen des Gemeinderates. In den Pandemie-Jahren 2020/2021 befürchteten die Fachleute eine Zunahme der Gewalt als Folge der Isolation und der fehlenden Sozialkontakte. Die DSS lancierte, gleich wie andere Städte, eine Sensibilisierungskampagne und sorgte vorausschauend für zusätzliche Unterkunftsplätze, sollte das Frauenhaus überlastet sein. 2022 organisierte die DSS die Ausstellung «Stärker als Gewalt», welche zahlreiche Schulen und Gymnasien besuchten.

Im Einsatz gegen die häusliche Gewalt

Verschiedene öffentliche, in der Arbeit vernetzte Stellen, engagieren sich in Biel gegen häusliche Gewalt: Die Abteilung Sicherheit steht in regelmässigem Kontakt mit dem Kanton und den anliegenden Gemeinden; das Generalsekretariat der DSS und die Abteilung Kinder- und Erwachsenenschutz beteiligen sich an Veranstaltungen und Aktionen, z.B. mit *Solidarité Femmes*; das Regierungsstatthalteramt organisiert einen Runden Tisch zum Thema und führt Gespräche mit Gewalttätern; die KESB ist ebenfalls involviert, insbesondere wenn Kinder betroffen sind.

Die Stadt unterstützt private Institutionen wie *Solidarité Femmes*, z.B. mit dem Projekt «*Imi fliegt*» an den Schulen, um betroffene Kinder zu erreichen.

Neue Projekte auf dem Pult

Die DSS überlegt sich, ebenso wie die Stadt Bern, ein Projekt zur Förderung des Engagements der Zivilgesellschaft und der Nachbarschaftshilfe zu lancieren. Um das Personal und weitere Organisationen zu sensibilisieren und auszubilden, hat die Stadt Biel Kontakt mit dem Beratungs- und Schulungszentrum Menschenhandel und sexuelle Ausbeutung in Bern Kontakt aufgenommen.

Proaktiv und gemeinsam vorgehen

Es ist gegenwärtig nicht nötig, neue Strukturen und Beratungszentren zu schaffen. Die kantonalen Opferhilfezentren decken den Bedarf zur vollen Zufriedenheit. Weitere Sensibilisierungsmassnahmen sind sinnvoll, denn sie stärken die Betroffenen und schärfen das Bewusstsein sowie die Mitverantwortung der Gesellschaft gegenüber Gewalt. Darüber hinaus soll die Sichtbarkeit und der Bekanntheitsgrad der Angebote, z.B. von *Solidarité Femmes*, verstärkt werden, auch auf der Internetseite der Stadt. Eine neue Kampagne, z.B. mit Plakaten und in den Sozialen Medien, wirkt hier unterstützend. Opfer müssen entlastet und das Thema enttabuisiert werden. Es ist wichtig, hinzuschauen und zu reagieren. Lieber einmal zu viel die Polizei anrufen als einmal zu wenig – mit potenziell tödlichem Ausgang.

(nd)

Imi s'envole un projet scolaire dans la lutte contre la violence domestique

Depuis trois ans, le projet de prévention scolaire Imi fliegt – Imi s'envole aborde de manière innovante le thème de la violence domestique directement auprès des enfants, groupe cible particulièrement vulnérable. Imi est le personnage principal d'un livre pour enfants. Dans cette histoire, la petite fille doit temporairement trouver refuge avec sa maman dans une maison d'accueil pour femmes. Les premières expériences faites dans les écoles enfantines et primaires de Bienne et du Jura bernois démontrent clairement la nécessité du travail de prévention de la violence domestique qui devrait, à l'avenir, être intégré au programme scolaire.

Un projet de Solidarité Femmes, avec le soutien de la Ville de Bienne

Contact :
SolidaritéFemmes
Rue du Contrôle 12,
2503 Biel/Bienne,
T. 032 322 03 44
www.solfemmes.ch

IBAN: CH04 0900 0000 2500 9042 1

NUMÉRO D'URGENCE
032 322 03 44

**En dehors des heures
d'ouverture :**

Appelle!

031 533 03 03

**HOTLINE FRAUENHÄUSER
SOLIDARITÉ FEMMES**



Les violences à l'école, une réalité, difficile à cerner

Glenda Gonzalez Bassi est conseillère municipale en charge de la Direction de la formation, de la culture et du sport. Nous lui avons demandé sous quelles formes la violence se manifestait à l'école, comment celle-ci évoluait et ce que sa Direction entreprenait pour offrir à tous les enfants un cadre d'apprentissage et de vie paisible.

Au cours des dernières décennies, la société a connu une évolution profonde et rapide, façonnée par des progrès technologiques majeurs et de profonds changements sociaux. Cette transformation a également eu un impact sur nos écoles, qui assistent à l'émergence de nouvelles notions telles que l'identité de genre et à l'intégration croissante du numérique dans l'éducation.

Les réseaux, à la fois ouverture au monde et danger

Dans un monde de plus en plus connecté, les réseaux sociaux jouent un rôle central dans la vie des élèves, influençant souvent leurs interactions sociales et leur bien-être. L'école ne peut échapper à cette réalité qui est présente en permanence, dans tous les domaines de la vie. Les enfants accèdent de plus en plus jeunes à leur propre smartphone, souvent avec abonnement. Outils formidables, véritables porte ouverte sur le monde, ces appareils donnent accès à des réseaux sociaux sur lesquels les jeunes ont une vie que nous, parents, ne soupçonnons souvent pas. Les plateformes auxquelles nos enfants ont accès leur offrent une autonomie, un réseau important et une visibilité au-delà de ce qu'ils peuvent imaginer. Cela conduit à des situations que l'école ne peut maîtriser mais qu'elle doit affronter. Car ces plateformes peuvent soudain devenir le théâtre de comportements violents, dont la cyberintimidation, la diffusion de rumeurs et d'informations diffamatoires, qui peuvent avoir un impact significatif sur la vie des élèves. Face à ce défi croissant, les écoles ont un rôle crucial à jouer pour faire face à ces violences dans les réseaux sociaux et dans les relations à l'école.

Technologies, littéracie numérique et responsabilité

Les technologies numériques offrent des possibilités presque illimitées y compris à l'école, comme des possibilités d'enseignement et d'apprentissage, permettant aux élèves d'accéder à des ressources éducatives novatrices, mieux ciblées à leurs besoins, et de collaborer plus largement et facilement. Cependant, cette intégration du numérique dans l'éduca-

tion soulève également des questions sur la sécurité en ligne, la protection de la vie privée et l'éthique de l'utilisation des technologies dans les salles de classe. L'intégration de l'éducation aux médias et à la littératie numérique est aujourd'hui un enjeu majeur dans nos écoles pour aider les élèves à développer des compétences critiques pour naviguer de manière responsable et respectueuse dans le monde numérique. En enseignant aux élèves à évaluer de manière critique les informations en ligne, à reconnaître les biais et les manipulations, et à utiliser les réseaux sociaux de manière positive, les écoles peuvent contribuer à autonomiser les jeunes et à réduire les comportements violents en ligne. Cela suppose également de former et de soutenir le corps enseignant dans ce défi. La ville de Bienne a mis en place le projet DiAna qui apporte matériellement et techniquement les ressources nécessaires à un tel défi. Il est indispensable de penser l'enseignement avec les évolutions de la société et de bien accompagner les élèves pour qu'ils identifient les écueils et soient protégés et protègent leurs camarades.

L'identité de genre semble être pour certaines personnes une anecdote, une invention politique ou une déviance de notre société. L'identité de genre est en fait un aspect fondamental de l'identité d'une personne, définie par la manière dont elle se perçoit et se sent par rapport aux catégories traditionnelles de masculinité et de féminité. Le temps passé à l'école est important par sa durée et aussi par les interactions qui s'y passent, par les apprentissages qui s'y jouent aussi au-delà du scolaire et de l'évolution que connaîtra chaque individu durant son parcours scolaire. Pour de nombreux élèves, la question de l'identité de genre peut être source de confusion, de stress et de discrimination. La différence, quelle qu'elle soit, est un fardeau très lourd à porter à l'école et suscite facilement des réactions qui vont de la curiosité, à l'incompréhension, au rejet et parfois à des réactions violentes de la part des autres élèves.

Nouvelles normes sociales, différence et respect

L'évolution des normes sociales et des attitudes envers les identités diverses a ouvert la voie à une prise de conscience accrue de la diversité de genre, de plus en plus de personnes reconnaissent désormais la fluidité et la complexité de l'identité de genre. Cette évolution a trouvé écho dans nos écoles, où la reconnaissance et le respect de la diversité de genre doivent être pris en compte pour une éducation inclusive et respectueuse. Cela signifie d'entendre et de répondre aux besoins manifestés par un.e élève, de faire attention à ne pas exclure, à considérer que dans



Begehrter Abend: Wer am 8. März einen Platz ergattern will, sollte frühzeitig kommen.
Pour obtenir une place le 8 mars, mieux vaut arriver tôt.

chaque classe il y a potentiellement des élèves en questionnement sur leur identité sexuelle. Le mentionner n'est pas encourager les élèves à devenir ce qu'ils ne sont pas, mais valide simplement leur existence dans toute leur individualité et identité.

Violences visibles ou cachées, violences générées

Comment se prémunir contre les dérives possibles et les multiples formes de violence, souvent cachées ? On sait que le plus souvent ce sont les garçons qui sont auteurs de violence à l'école, ce sont eux aussi qui en sont le plus souvent les victimes. Les filles attaquent souvent les filles, sur les réseaux sociaux. Et le plus souvent, cette violence est invisible pour les enseignantes et enseignants, pour les parents. Ce qui est préoccupant, c'est la banalisation de la violence, qu'elle soit verbale ou sur les réseaux sociaux. Comment se construiront ces futurs individus et comment vont se redéfinir les relations à l'avenir ? L'école est un lieu de vie et d'apprentissage. C'est aussi un lieu d'éducation. Faire face aux violences dans les réseaux sociaux et les relations à l'école nécessite une approche multidimensionnelle qui combine sensibilisation, prévention, soutien et éducation. La collaboration avec des organisations spécialisées dans la lutte contre la violence peut également fournir une expertise et des ressources supplémentaires pour soutenir les efforts des écoles dans ce domaine. Mais l'école a besoin d'un relais dans les familles, En travaillant ensemble, les écoles, les familles et les communautés peuvent créer un environnement sûr et inclusif où tous les élèves pourront s'épanouir et atteindre leur plein potentiel, sans craindre la violence ou la discrimination, qu'elle soit fondée sur le genre, l'origine ou l'apparence.



Glenda Gonzalez Bassi

Gewalt in der Schule, real und schwer zu fassen

Glenda Gonzalez Bassi (PSR) ist Gemeinderätin und führt die Direktion Bildung, Kultur und Sport (BKS). Von ihr wollten wir wissen, wie sich Gewalt in der Schule manifestiert und was die Stadt dagegen unternimmt. Hier ihre Antwort.

Die tiefgreifenden und raschen Veränderungen in der Gesellschaft gehen nicht an der Schule vorbei. Die technischen Fortschritte, darunter die digitalen Medien, und neue Begriffe wie die Geschlechtsidentität finden auch in der die Schule ihren Niederschlag.

Soziale Netzwerke, das Tor zur grossen Welt

Soziale Netzwerke spielen eine zentrale Rolle im Leben der Jugendlichen. Die grossartigen Werkzeuge öffnen das Tor zur Welt, wo die Kinder ein Leben führen, von dem die Eltern oft nichts ahnen. Die Plattformen bieten den Jugendlichen Autonomie, ein grosses Netzwerk und eine ungeahnte Sichtbarkeit. Damit können sie auch zum Schauplatz von gewalttätigem Verhalten werden, wie Cyberbullying, mit schweren Folgen für die Betroffenen. Dieser wachsenden Herausforderung kann sich die Schule nicht entziehen.

Digitale Technologien, Wunder mit Schattenseiten

Die neuen Technologien bieten auch unbegrenzte Lehr- und Lernmöglichkeiten, Zugang zu innovativen Bildungsressourcen und neuen Formen der Zusammenarbeit. Auf der Schattenseite tauchen Fragen zur Online-Sicherheit, zum Schutz der Privatsphäre und zur Ethik auf. Mit der Integration von Medienkompetenz und digitaler Alphabetisierung in den Schulen geht es darum, den Jugendlichen zu helfen, kritische Fähigkeiten zu entwickeln, sich in der digitalen Welt verantwortungsvoll und respektvoll zu bewegen. Dies setzt auch voraus, dass die Lehrkräfte geschult und unterstützt werden. Die Stadt Biel hat dazu das Projekt *DiAna* ins Leben gerufen, das materiell und technisch Ressourcen bereitstellt.

Genderidentität und neue Normen

Die Geschlechtsidentität ist ein grundlegender Aspekt der eigenen Identität. Die Kinder verbringen viel Zeit in der Schule und erleben intensive Interaktionen. Das kann bei einzelnen Jugendlichen zu Verwirrung, Stress oder Diskriminierung führen. Jede Form von Andersartigkeit ist in der Schule eine schwere Bürde. Sie löst leicht Reaktionen aus, die von Neugier über Unverständnis bis hin zu Ablehnung und gar Gewalt reichen. Wie kann die Schule den möglichen Auswüchsen und den vielfältigen, oft versteckten Formen von Gewalt entgegenwirken? Die meisten Gewalttaten in der Schule werden von Jungen begangen, aber sie sind auch die häufigsten Opfer. In sozialen Netzwerken greifen Mädchen häufig Mädchen an. Für die Erwachsenen ist diese Gewalt oft unsichtbar.

Gewalt unter Jugendlichen, versteckt und banalisiert

Besorgniserregend ist die Banalisierung von Gewalt, ob verbal oder in sozialen Netzwerken. Die Schule ist ein Ort des Lebens, des Lernens und der Erziehung. Der Umgang mit Gewalt in sozialen Netzwerken und Beziehungen erfordert einen mehrdimensionalen Ansatz, der Sensibilisierung, Prävention, Unterstützung und Bildung miteinander verbindet. Die Zusammenarbeit mit Organisationen bringt zusätzliches Wissen und Ressourcen. Die Schule braucht aber auch Partner wie die Familien und die Communities, um für alle Kinder ein sicheres und integratives Umfeld zu schaffen.

(nd)



Rosalie Julien von Solidarité Femmes. Rosalie Julien, psychologue, intervenante LAVI chez Solidarité Femmes.



La conseillère municipale Natasha Pittet (à droite) et la modératrice Nicole Ding.

Neues Bieler Präventionsprojekt: Mit einem Chamäleon gegen häusliche Gewalt

Das in Biel entwickelte, neue Präventionsprojekt «Imi fliegt» stösst auf grosses Interesse an Schulen. Dabei geht es um häusliche Gewalt.

Sarah Zurbuchen

Imi mag Rosinen und Ringelsocken und das Trampolin. Normalerweise geht sie in jeder Pause darauf hüpfen. Manchmal vergisst sie dabei sogar, dass die Pause zu Ende ist. Doch in letzter Zeit hängt sie mehr im Trampolin, als dass sie hüpfet. Die Federn quietschen ganz leise. «Gehts dir nicht gut, Imi?», fragt die Lehrerin. «Du bist aber eine traurige Hüpfmaus.» Doch Imi will nicht sagen, was los ist, damit Mama und Papa nicht noch mehr streiten.

So beginnt «Imi fliegt». Die Texte des Buches stammen von Regina Dürig, illustriert hat es Serafine Frey. Das Bilderbuch dient als didaktisches Mittel für ein gleichnamiges, neues Schulpräventionsprojekt. Dieses wurde vom Bieler Verein «Solidarité Femmes» initiiert und entwickelt. «Solidarité Femmes» ist eine anerkannte Bieler Opferhilfestelle (Beratungsstelle und Frauenhaus) für Frauen und Kinder. Im Fokus des Projekts steht häusliche Gewalt, deren Auswirkung auf Kinder sowie Hilfestellungen für Lehrpersonen. In der Pilotphase ist «Imi fliegt» in Bieler und bernjurassischen Schulen auf grosses Interesse gestossen.

Jährlich stirbt in der Schweiz im Schnitt alle zwei Wochen eine Person infolge häuslicher Gewalt. Laut dem eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann EBG erfolgt zudem jede Woche ein Tötungsversuch. Die überwiegende Mehrheit der Opfer ist weiblich.

Das ist jedoch nur die Spitze des Eisbergs. Gegen 40 Prozent aller polizeilich registrierten Straftaten passieren im häuslichen Bereich. Es handelt sich um Tötlichkeiten, Drohungen und einfache Körperverletzung sowie um sexuelle Handlungen mit Kindern. Kinder sind also direkt, aber auch indirekt – als Zeugen von familiärer, insbesondere elterlicher Partnerschaftsgewalt – betroffen.

Doch: «Es gibt wenige Angebote für Kinder zwischen vier und acht Jahren, die häusliche Gewalt altersgerecht thematisieren», sagt Stefanie Nuozzi, eine der Projektleiterinnen von «Imi fliegt». Das Schulpräventionsprojekt richtet sich deshalb in erster Linie an Schülerinnen und Schüler sowie Lehrpersonen des Kindergartens sowie der ersten und zweiten Klasse.

Folgen für das gesamte Leben

Im Buch erzählt Imi der Lehrerin schliesslich, warum sie so traurig ist. Von Papa, der oft so wahnsinnig wütend ist. Von Mama, die weint und will, dass er aufhört. «Ich versuche ganz lieb zu sein: Ich esse immer Salat, wenn es welchen gibt. Und ich gehe ganz schnell ins Bett nach dem Zähneputzen. Aber Papa ist trotzdem wütend. Er hat Mama ganz fest geschubst, sodass sie hingefallen ist. Ich weiss nicht, was ich machen kann, damit Mama und Papa sich wieder lieb haben.»

Ein typisches Muster bei Kindern: Sie fühlen sich verantwortlich für die Situation und leiden unter existenziellen Ängsten, wie Nuozzi sagt. «Betroffene Kinder sind Gefühlen wie Wut, Trauer und Angst ausgesetzt, viele haben Schuldgefühle.» Das könne sich in verschiedensten Beschwerden äussern, wie etwa Schlafstörungen, Bettnässen, Konzentrationsstörungen oder sozial auffälliges Verhalten beziehungsweise Überangepasstheit.

Schliesslich kann sich eine durch häusliche Gewalt belastete Kindheit auch auf die Entwicklung und das spätere Leben auswirken. «Oft reproduzieren betroffene Kinder im Erwachsenenleben ungesunde Muster, die sie bei ihren Eltern mitbekommen haben.» Das könne sich auf die Partnerwahl auswirken, auf die Rolle, die sie in einer Liebesbeziehung einnehmen oder wie sie mit Konflikten umgehen.

Stefanie Nuozzi ist überzeugt, dass es deshalb wichtig ist, bereits frühe Präventionsarbeit zu leisten. Man dürfe nicht warten, bis die Kinder älter sind und dabei Chancen verpassen.

Die Schule ist ein sicherer Ort

Das Präventionsprojekt gliedert sich in je einen Workshop für die Lehrpersonen und einen für die Kinder. Ein wichtiger Pfeiler ist dabei das Thema Vertrauensperson. «Es ist essenziell, dass ein Kind, das sich einer Person anvertraut, ernst genommen wird», so Opferhilfeberaterin Nuozzi. Es brauche viel Energie und Mut, eine Drittperson wie etwa eine Lehrerin, ein Götti oder eine Schulsozialarbeiterin einzuweihen. Dieses Vertrauen dürfe nicht missbraucht werden.

Da die Schule für viele Kinder ein sicherer Ort ist, seien die Lehrer oft die wichtigste Bezugsperson ausserhalb der Familie. «In unseren Workshops zeigen wir den Lehrpersonen deshalb auf, wie sie bei einem Verdacht auf häusliche Gewalt adäquat reagieren können.» Der Lehrer, die Lehrerin wird dabei auch angehalten, die Schuldgefühle des Kindes aufzufangen



Stefanie Nuozzi, Co-Projektleiterin «Imi fliegt»

und sich klar gegen Gewalt auszusprechen. Und dem Kind klarzumachen: «Das ist nicht deine Schuld. Du musst damit nicht allein bleiben.» Gleichzeitig müssten aber auch die Lehrer entlastet werden. Viele Lehrpersonen tun sich schwer im Umgang mit dem Thema der häuslichen Gewalt. Nicht selten stehen sie zwischen Eltern, Schule und Kindern in einem direkten Interessenkonflikt. «Im Workshop werden die Unsicherheiten der Lehrpersonen thematisiert, und es wird aufgezeigt, an wen sie sich wenden können.»

Ein Chamäleon als Geheimnisträger

Im Workshop für die Kinder steht das Buch «Imi fliegt» im Zentrum. Nuozzi: «Die Kinder dürfen bei Schlüsselszenen mit sogenannten Emotionskärtchen ihre Gefühle ausdrücken.» Während des Workshops können die Kinder zu zweit diskutieren, wie die Geschichte ausgehen könnte. «Es ist interessant, wie vielfältig die Fantasien der Kinder sind», sagt die Projektleiterin. Nicht alle erfinden ein «Happy End», in dem die Familie wieder zusammenkommt. Einige gestalten das Ende so, dass sich Mutter und Vater endgültig trennen.

Mithilfe des Chamäleons Cami, das im Buch immer an Imis Seite ist, lernen die Kinder im Workshop, was gute und schlechte Geheimnisse sind. Stefanie Nuozzi hat Cami als Handpuppe, diese übernimmt die Rolle des Geheimnisträgers. Gute Geheimnisse, das heisst, Geheimnisse, die im Körper ein angenehmes, freudiges Gefühl auslösen, behält Cami für sich. Aber solche, die sich dunkel und schwer anfühlen, erzählt das Chamäleon einer erwachsenen Person weiter.

Fast in jedem Workshop, so Stefanie Nuozzi, komme es vor, dass ein Kind von eigenen Gewalterfahrungen zu Hause berichtet. «Wir stehen nach jedem Workshop zur Verfügung, damit sich betroffene Kinder anvertrauen können. Wir besprechen dann auch das mögliche weitere Vorgehen.» Am Schluss der Geschichte springt Imi wieder auf dem Trampolin. Nachdem sie der Lehrerin von zu Hause erzählt hat, ist viel passiert. Jetzt, einige Zeit später, muss niemand mehr traurig sein. Papa nicht, Mama nicht und Imi auch nicht. Darum klappt auch wieder mit dem Hüpfen. Sie hüpfet und hüpfet, so hoch und leicht, dass es sich anfühlt, als würde sie fliegen. Ein Mini-Trampolin spielt auch im Workshop der Kinder eine Rolle. Zum Schluss dürfen sie wie Imi darauf hüpfen und erleben, wie es sich anfühlt zu fliegen.

Info: Dieser Artikel ist erstmals im «Bieler Tagblatt» vom 7. März 2024 erschienen

Mit Migrantinnen über häusliche Gewalt sprechen

«J'en parle» ist ein Projekt für Migrantinnen und Migranten, im Fokus stehen häusliche Gewalt und Zwangsheirat. In Gesprächsrunden werden die Teilnehmenden über den Platz der Frau in der Schweiz, den rechtlichen Rahmen bezüglich häuslicher Gewalt sowie über verschiedene beratende und unterstützende Angebote der Region informiert. Im Mittelpunkt der Informationsaustausch. Tabus hinsichtlich häuslicher Gewalt und Zwangsheirat werden behutsam angesprochen, die gesetzlichen Grundlagen klar kommuniziert.

Die Gesprächsrunden finden in verschiedenen Sprachen statt, z.B.: Amharisch, Arabisch, Armenisch, Deutsch, Englisch, Französisch, Kabyè, Kurdisch (Irak), Lingala, Persisch (Dari, Farsi), Portugiesisch, Somalisch, Spanisch, Tamilisch, Tigrinja und Türkisch.

Wer Personen kennt, die an der Teilnahme an einer solchen Gesprächsrunde interessiert wären, oder im Rahmen einer Institution eine Gesprächsrunde anbieten möchte, kann sich bei «Solidarité Femmes» melden (032 322 03 44). Die Beratungsstelle organisiert eine auf die individuellen Bedürfnisse angepasste Runde.

Info: «J'en parle» ist ein gemeinsames Projekt der Fachstelle für Erwachsenenbildung «effe» und dem Frauenhaus und Beratungsstelle «Solidarité Femmes».

Parler de la violence domestique avec les migrantes

«J'en parle» est un projet commun d'effe et Solidarité femmes proposant des tables rondes sur la violence domestique et le mariage forcé. Il a pour but d'informer la population migrante ou réfugiée sur la place de la femme en Suisse, le cadre légal en matière de violences et de présenter les différents services d'aide qui existent dans la région. Le partage et l'information sont au cœur de ces rencontres. Les tabous liés aux violences conjugales et au mariage forcé sont abordés avec doigté tout en présentant de manière claire la loi suisse.

Les tables rondes sont disponibles dans différentes langues : allemand, amharique, anglais, arabe, espagnol, français, kabyè, perse (dari/farsi), portugais, tamoul, tigré, tigrigna et turc. Elles sont organisées selon les langues et les régions, avec le soutien de la médiation culturelle.

Si vous connaissez des personnes intéressées à venir à une telle rencontre ou si vous aimeriez organiser une rencontre dans votre cadre professionnel, vous pouvez nous contacter et nous organisons une table ronde selon votre besoin.

Pour toute information, vous pouvez contacter effe à Bienne (032 322 66 02) ou Solidarité femmes (032 322 03 44)



Agenda

Fachstelle für die Gleichstellung von Frauen und Männern des Kantons Bern

«Job- und Topsharing: Erfolgsmodell für Betriebe und Mitarbeitende»: Workshop am 27.6.2024
<https://werkplatzegalite.ch/workshop-jobsharing>

«Brigitte erzählt einfach»

2. Juni 2024, Literaturcafé, Obergasse 11, Biel, 20-21 Uhr: 20 - 21 Uhr:
Kollekte. Reservation: info@brigittehirsig.ch

Netzwerk Historikerinnen - Unconference 7.–8. Juni 2024 in Bern

Inspiriert von den zukunftsweisenden «Schweizerischen HistorikerInnentagungen», organisiert das Historikerinnennetzwerk Schweiz in Partnerschaft mit der Gosteli-Stiftung und infoclio.ch eine Unconference mit dem Ziel, gemeinsam aus intersektional-feministischen Perspektiven den Stand der Geschichtswissenschaften und des Historiker*innen-Berufs zu diskutieren.

Réseau Swiss des historiennes - Unconference les 7 et 8 juin 2024 à Berne

Avec l'inspiration des « Congrès suisses des historiennes », le Réseau suisse des historiennes organise, en partenariat avec infoclio.ch et la Fondation Gosteli, une Unconference, avec l'objectif de réfléchir ensemble à l'état des sciences historiques en Suisse ainsi que sur nos pratiques professionnelles dans des perspectives féministes et intersectionnelles.
<https://unconference.historikerinnen.ch/de/>

«Improvisiert - alles passiert spontan»

12. Juni 2024, «Sieben Raben», Schafisweg 15, 2514 Ligerz, 19.30–20.30 Uhr

Eine Stunde improvisierte Geschichten mit Brigitte Hirsig. Die Geschichtenerzählerin liebt es, die uralten Weisheiten der Märchen zu neuem Leben zu erwecken. Sie ziehen freche, witzige, überraschende Geschichten an und sie hat eine Vorliebe für Märchen mit klugen Frauen.
Eintritt CHF 30.–. Anmelden unter <https://www.siebenrabern.ch/kontakt/>



Grève féministe le 14 juin

Feministischer Streiktag am 14. Juni 24

ab 15 Uhr Plakate malen auf der Esplanade, 16 Uhr Umzug
ab 17 Food, Drinks und Musik auf dem Waserplatz

Rechtsberatung der Frauenzentrale Bern in Biel: siehe Flyer

Consultation juridique à Bienne : voir flyer ou www.frauenzentrale.ch

Vernissage de la revue Intervalles consacrée à l'incroyable parcours de **Marguerite Wildermeth** (1777–1839), gouvernante bienneoise entre les Cours de Berlin et Saint-Pétersbourg. Le vernissage du livre offrira au public l'occasion de découvrir les jalons marquants de l'enquête historique menée sur Marguerite Wildermeth, tout en élargissant la réflexion sur le passé et le présent des femmes dans la diplomatie suisse.



Rauscher, Heinz. Hornerblätter

Mercredi, 15 mai 2024, à 18h00 au NMB à Bienne.

Au programme : interview des autrices, Danièle Tosato-Rigo et Margrit Wick-Werder, allocution de Madame l'Ambassadrice Rita Adam, puis apéritif.
www.nmbienne.ch

FRAUENPLATZ Biel/Bienne FEMMES EN RÉSEAU

c/o Arbeitskreis für Zeitfragen
Ring 3
2502 Biel / Bienne

In eigener Sache

Einladung zur Mitgliederversammlung
Frauenplatz am 28. Mai 2024, 18 h
Invitation à l'assemblée générale le lundi
28 mai 2024 à 18 h

Beratungsstelle Frauenhaus, Kontrollstr. 12,
2503 Biel/Bienne
dans les locaux de Solfemmes, Rue du Contrôle
12, Bienne

WANTED!

Interessieren dich Themen
der Gleichstellung?

Wir suchen Kolleginnen für den Vorstand:
Redaktion, Veranstaltungen organisieren. Bitte
meldet euch bei uns!

Nous recherchons des collègues au comité,
surtout pour nous renforcer à la rédaction et
dans l'organisation d'événements.
N'hésitez pas à nous contacter!



Vos dons sont les bienvenus / Spenden sind willkommen!

Frauenplatz, c/o Arbeitskreis,
Ring 3, 2502 Biel
CH11 0900 0000 2501 4810 7
Vos dons sont les bienvenus
Spenden sind willkommen!

Impressum

Herausgeberin / Editrice:
Frauenplatz Biel / Femmes en réseau

Erscheinungsform / Parution:
erscheint halbjährlich
2 fois par année

Auflage/Tirage: 500 Ex.

Abonnement / Abonnement: CHF 20.–

Grafik / Layout:
RondPoint, Bienne, www.rondpoint.ch

Produktion / Production:
Hulliger Druck Biel

Abbildungen / Images:
Anne-Camille Vaucher, Biel/Bienne

Bild Seite 7: Nik Egger
Rédaction:

Nicole Ding, Sabine Schnell,
Sarah Zurbuchen

Traduction: Nicole Ding (nd)